

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour juin 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

Les sept indicateurs clés de l'économie parisienne en juin 2003

➤ La création d'entreprises	+ 15,58%
➤ Le stock des entreprises en activité	- 0,65% par rapport à mai 2003
➤ Les investissements des entreprises	- 10,70%
➤ L'endettement fiscal des entreprises	+ 28,60%
➤ L'endettement social des entreprises	- 43,32%
➤ Les ouvertures de procédures collectives	- 0,49%
➤ Les liquidations judiciaires	- 9,07%

La tendance du mois :

**Hausse des créations d'entreprises – Baisse des procédures collectives
Baisse des investissements – Hausse de l'endettement fiscal**

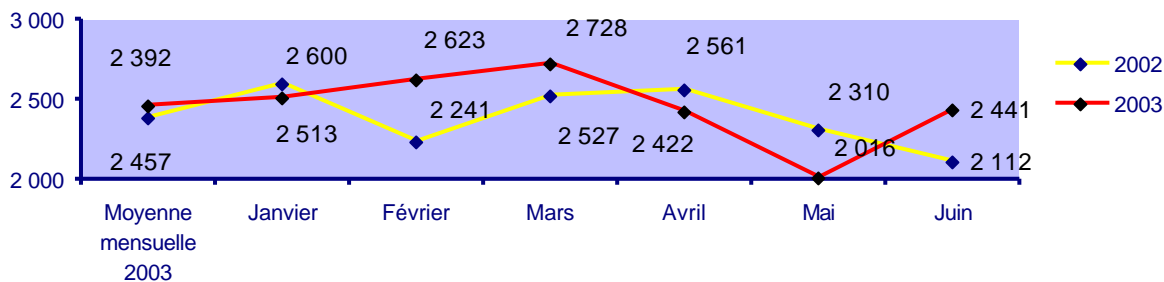
➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« L'économie parisienne reprend quelques couleurs en juin. 2 441 entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce le mois dernier, soit 15,5% de plus qu'en juin 2002. Le solde positif dégagé par les immatriculations au premier semestre (+2,7%), permet de compenser les ouvertures de procédures collectives qui s'élèvent à +2,7% également. Les défaillances d'entreprises ont néanmoins directement concerné 7 134 salariés au moins au premier semestre 2003, soit -2,9% (par rapport au 1^{er} semestre 2003).

En dépit de cette amélioration, les investissements des entreprises n'ont pas réellement repris en juin, et affichent un solde légèrement négatif au premier semestre 2003. Enfin, les entrepreneurs rencontrent toujours des difficultés à régler leurs cotisations fiscales, puisque le Trésor public a inscrit auprès du greffe davantage de privilèges, qui correspondent à des montants impayés au premier semestre 2003 (+14,3%).

Il faudra attendre quelques semaines avant de se prononcer sur une réelle amélioration de la conjoncture économique parisienne ».

➤ **La création d'entreprises en hausse de 15,58% (par rapport à juin 2002)**

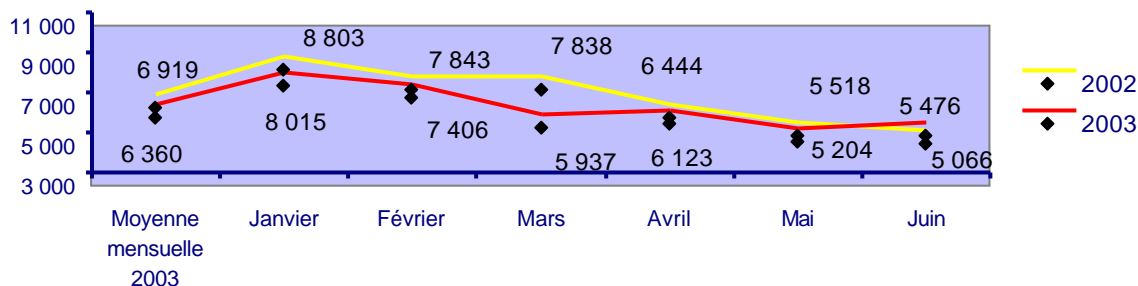


Après un mois de mai particulièrement morose, les immatriculations au Registre du commerce et des sociétés ont repris de la vigueur en juin. 2 441 nouvelles entreprises ont été créées en juin, soit une hausse de 15,5% par rapport à juin 2002, et 21% par rapport à mai 2003. En moyenne, 2 457 entreprises se sont mensuellement immatriculées en 2003, soit + 2,7%.

Les immatriculations de commerçants (+ 61,9%) et de sociétés commerciales de type SA, SARL, SNC, etc ... (+26,8%) affichent une hausse très nette. Les sociétés civiles, en revanche, perdent du terrain : - 22,1%.

Au premier semestre 2003, les immatriculations dégagent un solde positif : 14 743 entreprises ont été créées, soit +2,7% par rapport à la même période en 2002.

➤ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce en hausse de 8,09% (par rapport à juin 2002)**

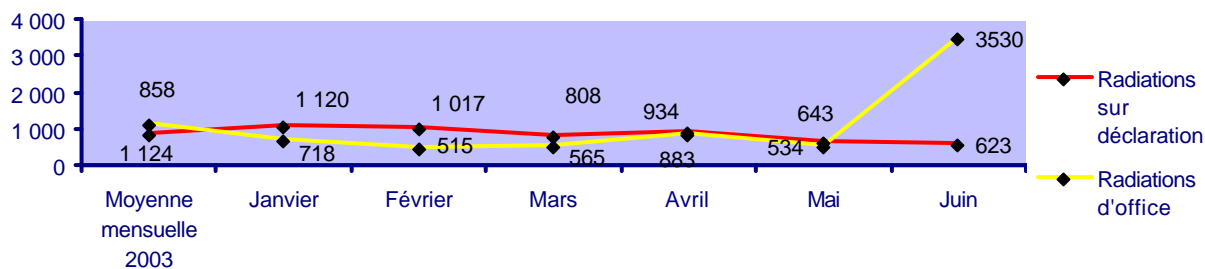


En juin, pour la première fois depuis cinq mois, les inscriptions modificatives sont en hausse. Le Registre du commerce a enregistré 5 476 formalités le mois dernier, soit +8% de plus qu'en juin 2002. Par rapport à mai 2003, la hausse s'établit à 5,2%.

Au premier semestre 2003, 38 161 inscriptions modificatives ont été réalisées par les entrepreneurs parisiens, soit une baisse constatée de l'ordre de 8% par rapport à la même période en 2002. L'an passé, les mises en conformités imposées aux entreprises par la loi sur les Nouvelles Régulations Economiques avaient généré un volume plus important de formalités légales au Registre du commerce.

Rappel : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

➤ **Radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant : en hausse de 15,16% ; radiations d'office du Registre du commerce : en hausse de 402,13% (par rapport à juin 2002)**



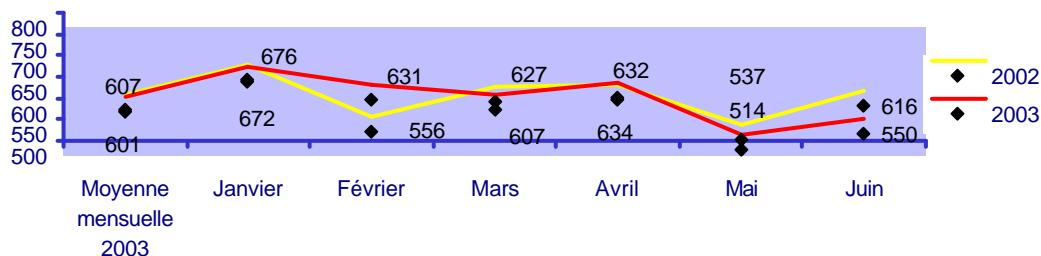
623 entrepreneurs ont demandé la radiation de leur entreprise en juin, soit 15,1% de plus qu'en juin 2002, mais 3,1% de moins qu'en mai 2003.

Après avoir connu un certain ralentissement pendant les cinq premiers mois de l'année sur le poste des radiations d'office, le greffe a radié 3 500 entreprises, soit près cinq fois plus qu'en juin 2002.

Au total, 11 890 entreprises parisiennes ont été radiées du Registre du commerce au premier semestre 2003, soit +20,9% par rapport au premier semestre 2002.

A noter : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux ...

➤ **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en baisse de 10,7% (par rapport à juin 2002)**



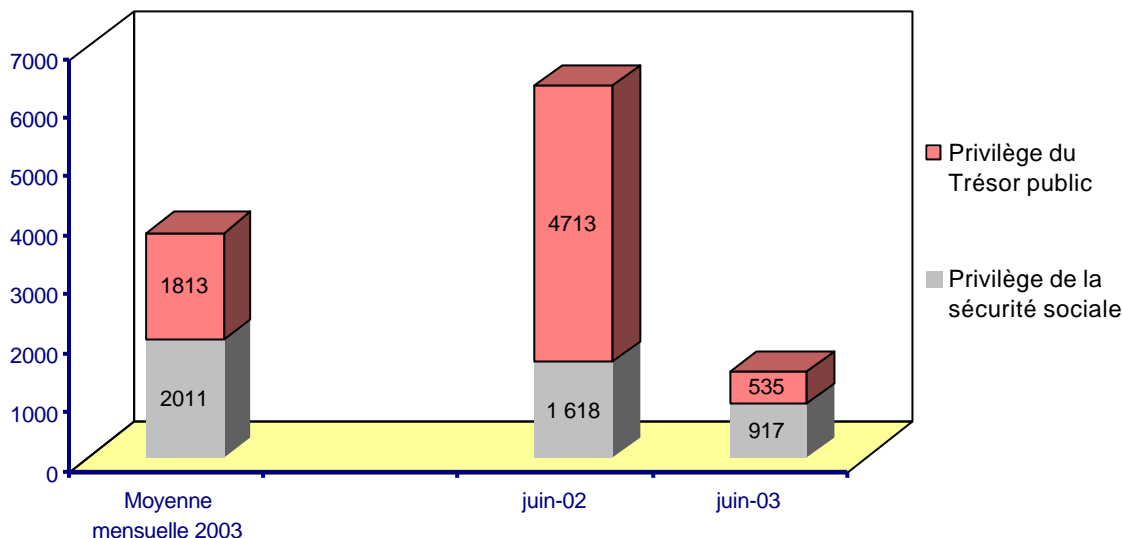
Les inscriptions de nantissements inscrivent une baisse de 10,7% par rapport à juin 2002, mais +7% par rapport à mai dernier.

Les transactions portant sur l'achat ou la vente de fonds de commerce ayant fait l'objet d'une inscription auprès du greffe sont restées à un niveau assez faible en juin. En revanche, les prêts consentis par les banques aux entrepreneurs pour garantir les transactions affichent une remontée par rapport à mai 2003 (+ 10%).

Au premier semestre 2003, ce poste affiche une baisse de -0,9% par rapport à la même période en 2002.

A noter : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

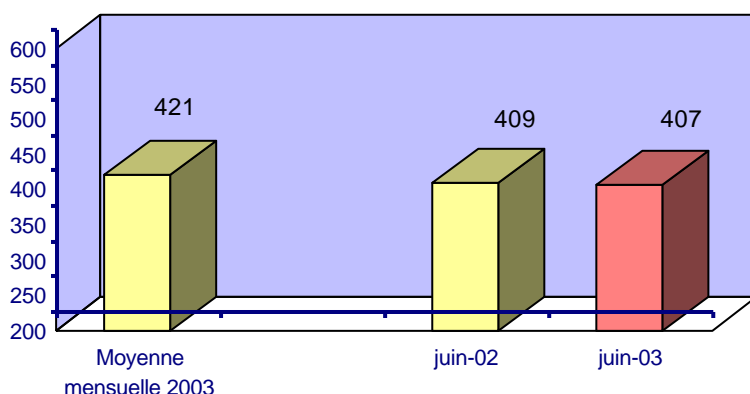
- **Endettement fiscal : en hausse de 28,6% ; Endettement social : en baisse de 43,32% (par rapport à juin 2002)**



- La hausse continue des **inscriptions de privilèges du Trésor public** observée depuis plusieurs mois se confirme en juin. 535 inscriptions ont été prises auprès du greffe, soit +28,6% par rapport à juin 2002. Le premier semestre 2003 affiche une hausse des inscriptions de 14,3% en comparaison avec la même période en 2002.
- En ce qui concerne les **inscriptions de privilèges de la sécurité sociale** en revanche, ce poste inscrit une baisse de 43,3% par rapport à juin 2002. Au titre du premier semestre 2003, 6 745 inscriptions ont été enregistrées par les services du greffe, soit – 13,5% par rapport à la même période en 2002.

A noter : Les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

- **Jugements d'ouverture de procédures collectives prononcés en juin 2003 (baisse de 0,49% par rapport à juin 2002)**



Le Tribunal de commerce de Paris a prononcé 407 ouvertures de redressement ou de liquidation judiciaires en juin 2003, soit une légère baisse de 0,49% par rapport à juin 2002. En comparaison avec le mois de mai 2003, en revanche, les procédures collectives enregistrent une hausse de 17%. 2 527 procédures ont été ouvertes au premier semestre 2003, soit une hausse de 2,7% par rapport à la même période en 2002.

215 entrepreneurs se sont rendus au greffe en juin pour y déposer leur déclaration de cessation des paiements, soit 45,2% de plus qu'en juin 2002. Le Tribunal rendra un jugement d'ouverture de procédures collectives à l'égard de ces entreprises dans les semaines qui viennent.

➤ **Profil des entreprises faisant l'objet d'un jugement d'ouverture en juin (1)**

352 entreprises ont fait l'objet d'une liquidation judiciaire immédiate en juin. Les secteurs les plus touchés sont les suivants :

- la restauration : 28 entreprises employant 288 salariés, et avec un chiffre d'affaires cumulé de 28 millions d'euros
- le conseil en informatique : 3 entreprises employant 190 salariés, et avec un chiffre d'affaires cumulé de 16 millions d'euros
- la fabrication de parfums : 1 entreprise de 78 salariés, avec un chiffre d'affaires de 78 millions d'euros
- les activités rattachées au domaine vestimentaire : 3 entreprises employant 110 salariés, avec un chiffre d'affaires cumulé de 7 millions d'euros.

Le Tribunal a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de 67 entreprises :

- la restauration : 23 entreprises employant 26 salariés, et avec un chiffre d'affaires cumulé de 3 millions d'euros
- le conseil en informatique : 22 entreprises employant 70 salariés, et avec un chiffre d'affaires cumulé de 7 millions d'euros
- le secteur du bâtiment : 70 entreprise employant 78 salariés, et avec un chiffre d'affaires de 7,2 millions d'euros
- les activités rattachées au domaine vestimentaire : 20 entreprises employant 48 salariés, et avec un chiffre d'affaires de 126 millions d'euros.

1 717 salariés au total ont été directement concernés par les défaillances, soit une hausse de 92,49 % par rapport à juin 2002, mais une baisse de 2,9% par rapport au premier semestre 2002.

➔ **Le passif cumulé global déclaré au greffe en hausse de 28,49 % (par rapport à juin 2002)**

En juin, les entreprises défaillantes ont déclaré un passif cumulé de 90 120 000 euros au Registre du commerce, soit +28,4% par rapport à juin 2002. Le passif moyen par entreprise s'élève à 221 425 euros, soit 29,1% de plus qu'en juin 2002.

Le passif cumulé global, déclaré au greffe au 1^{er} semestre 2003, s'élève à 574 857 000 euros, en baisse de 17,7% par rapport à la même période en 2002.

➤ **La Prévention des difficultés des entreprises**

➔ **Les entretiens assurés par la délégation de la Prévention**

Les juges de la Prévention ont entendu 251 dirigeants d'entreprises en difficulté en juin 2003, contre 156 en juin, soit une hausse de 60,9%. Lors de ces entretiens, les juges et les entrepreneurs dressent un bilan de la situation de l'entreprise et recherchent des solutions pour maintenir l'activité. Les juges orientent également les dirigeants vers des professionnels susceptibles de les épauler. Au premier semestre 2003, 1 195 entretiens ont été assurés par les juges, soit deux fois plus qu'à la même période en 2002.

➔ **Les dossiers ouverts en juin**

Toujours en juin, le service de la Prévention du greffe a détecté 125 nouvelles entreprises potentiellement en difficulté, dont les dirigeants seront prochainement reçus par les juges.

→ *Que deviennent les entreprises convoquées par le service de la Prévention ?*

En juin 2002, le service de la Prévention avait détecté 92 entreprises potentiellement en difficulté.

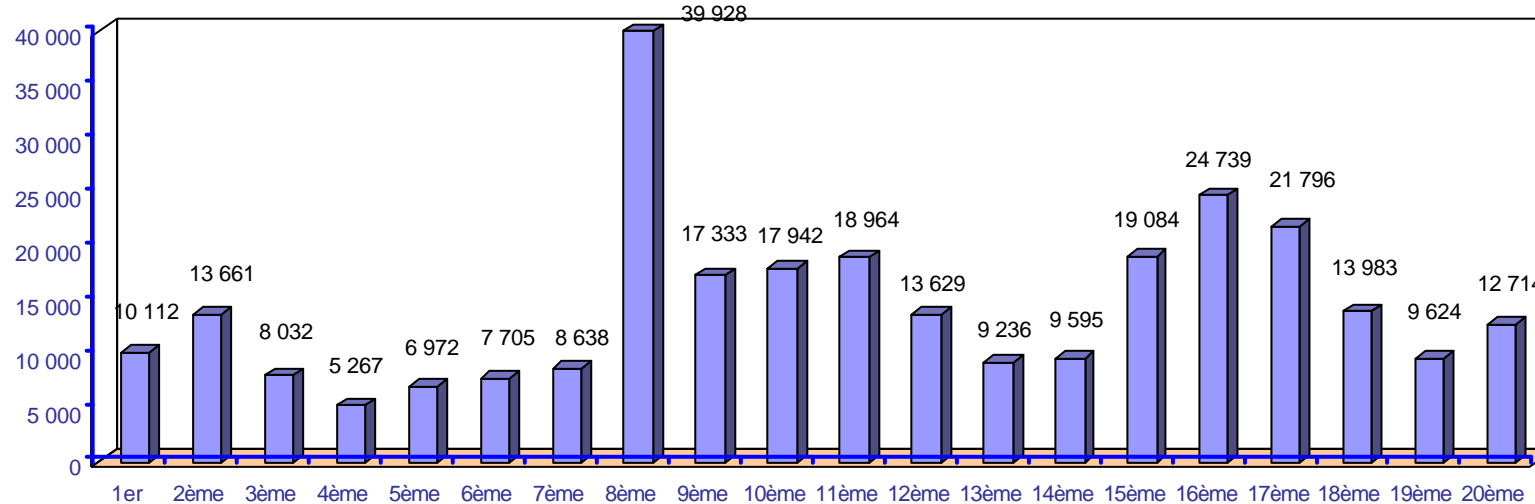
58 d'entre elles, soit 63%, sont encore en activité ; 34 entreprises, soit 37%, ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédures collectives, dont 16% dès l'ouverture du dossier.

(1) Chiffres déclarés par les dirigeants d'entreprises auprès du greffe.

Répartition du stock des entreprises en activité

293 314 entreprises en activité dans Paris intra-muros au 30 juin 2003, soit une baisse de 0,65% par rapport à mai 2003.

- Les 8^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème}, 15^{ème} et 11^{ème} arrondissements, qui regroupent 42% des entreprises en activité, ont perdu des entreprises en juin. – 0,95% pour le 11^{ème} arrondissement, -0,74% pour le 8^{ème}, -0,52% pour le 17^{ème}, -0,46% pour le 15^{ème} et -0,28 pour le 16^{ème}. Le 10^{ème} arrondissement perd, quant à lui, 1,60% de ses entreprises en activité.
- Le secteur de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises est le secteur le mieux représenté dans l'économie parisienne. Il regroupe environ 40% des entreprises en activité et affiche une hausse de 0,41% par rapport à mai 2003. En hausse également, le secteur du commerce (16% des entreprises en activité), soit 1,29% par rapport à mai 2003.
- Deux secteurs en baisse ce mois-ci : l'industrie manufacturière avec un solde d'entreprises en activité en baisse de 1,29% et le secteur de la construction -1,45%.



➤ Répartition des entreprises parisiennes par type d'activité

A	<i>Agriculture, chasse, sylviculture</i>	656
B	<i>Pêche, aquaculture, services annexes</i>	9
C	<i>Industries extractives</i>	65
D	<i>Industrie manufacturière</i>	18 044
E	<i>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</i>	75
F	<i>Construction</i>	12 897
G	<i>Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques</i>	47 816
H	<i>Hôtels et restaurants</i>	18 271
I	<i>Transports et communications</i>	4 985
J	<i>Activités financières</i>	10 593
K	<i>Immobilier, location et services aux entreprises</i>	126 825
L	<i>Administration publique</i>	9
M	<i>Education</i>	1 821
N	<i>Santé et action sociale</i>	1 410
O	<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>	12 487
P	<i>Activités des ménages</i>	1
Q	<i>Activités extra-territoriales</i>	1
	<i>Sans activité déclarée (1)</i>	37 349

<i>Total</i>		293 314
--------------	--	---------

➤ Répartition des entreprises parisiennes en activité par arrondissement et par activité

		1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	32	39	11	12	14	10	52	84	41	26
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
C	Industries extractives	1	0	1	5	1	1	1	20	1	0
D	Industrie manufacturière	511	1 627	1 015	313	393	471	377	1 431	961	1 946
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1	1	2	1	2	0	5	26	4	0
F	Construction	199	387	148	62	144	72	99	688	506	1 966
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	1 762	2 481	1 910	1 138	1 089	1 647	1 184	4 047	2 380	3 734
H	Hôtels et restaurants	793	626	407	525	945	686	448	1 208	1 315	1 253
I	Transports et communications	150	161	80	41	114	50	74	600	323	283
J	Activités financières	400	762	112	102	125	175	297	3 598	1 093	225
K	Immobilier, location et services aux entreprises	4 377	5 243	2 895	2 133	2 921	3 366	5 005	21 820	7 205	5 236
L	Administration publique	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
M	Education	54	78	58	31	52	53	44	277	157	102
N	Santé et action sociale	23	21	29	20	46	45	44	243	77	37
O	Services collectifs, sociaux et personnels	401	441	329	225	294	292	279	1 502	726	728
P	Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
	Sans activité déclarée (1)	1 408	1 794	1 035	659	833	837	727	4 382	2 543	2 406
	Total	10 112	13 661	23 773	5 267	6 972	7 705	8 638	39 928	17 333	17 942

		11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
A	<i>Agriculture, chasse, sylviculture</i>	20	18	10	14	60	132	33	13	14	18
B	<i>Pêche, aquaculture, services annexes</i>	0	0	0	0	5	3	0	0	0	0
C	<i>Industries extractives</i>	2	1	2	2	7	15	3	0	0	0
D	<i>Industrie manufacturière</i>	1 844	741	546	560	832	768	974	917	653	1 054
E	<i>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</i>	2	3	2	2	4	12	4	1	1	1
F	<i>Construction</i>	1 245	1 234	463	519	578	388	848	899	699	1 698
G	<i>Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques</i>	3 589	2 292	1 576	1 553	2 848	2 634	2 894	3 236	1 967	2 748
H	<i>Hôtels et restaurants</i>	1 485	867	752	779	1 224	698	1 241	1 439	747	798
I	<i>Transports et communications</i>	374	323	231	162	286	215	400	373	273	404
J	<i>Activités financières</i>	236	291	146	171	641	1 080	660	137	89	93
K	<i>Immobilier, location et services aux entreprises</i>	6 275	5 029	3 761	4 048	9 273	15 241	11 055	4 070	3 444	3 664
L	<i>Administration publique</i>	0	2	0	0	3	0	1	0	0	0
M	<i>Education</i>	123	85	68	68	132	125	119	61	65	60
N	<i>Santé et action sociale</i>	74	65	85	90	102	144	111	42	55	54
O	<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>	893	538	447	511	956	1 013	1 002	751	410	497
P	<i>Activités des ménages</i>	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Q	<i>Activités extra-territoriales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Sans activité déclarée (1)</i>	2 802	2 140	1 147	1 116	2 133	2 270	2 451	2 044	1 207	1 625
	<i>Total</i>	<i>18 964</i>	<i>13 629</i>	<i>9 236</i>	<i>9 595</i>	<i>19 084</i>	<i>24 739</i>	<i>21 796</i>	<i>13 983</i>	<i>9 624</i>	<i>12 714</i>

(1) Activité en attente d'attribution ou non déclarée.

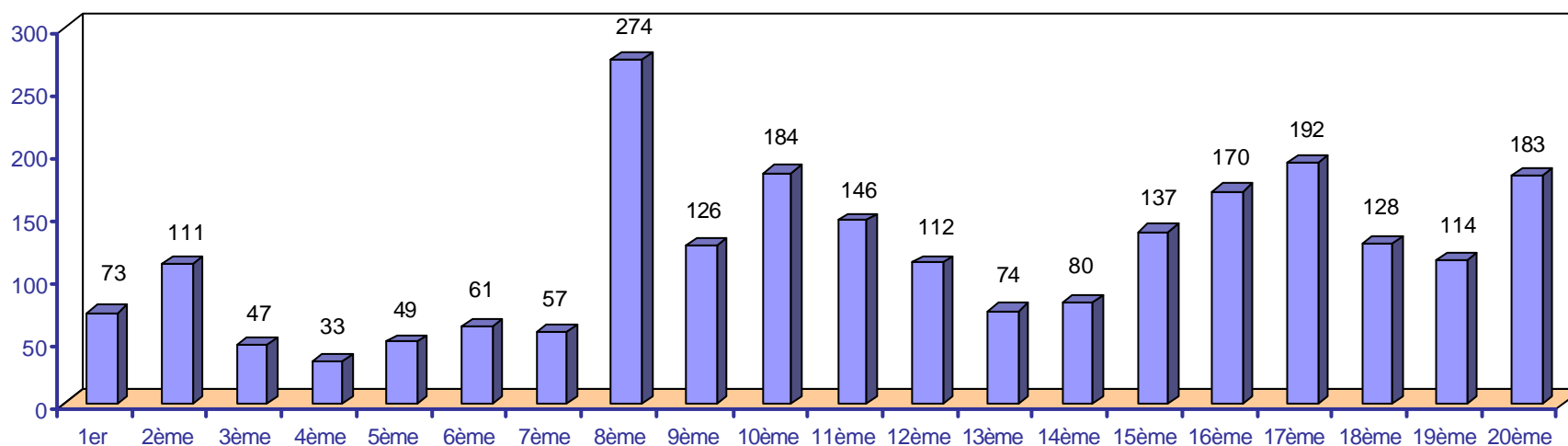
Répartition des entreprises parisiennes créées en juin 2003 par arrondissement et par type d'activité

2 441 entreprises nouvelles se sont immatriculées au Registre du commerce parisien en juin, soit 21% par rapport à mai 2003.

➤ Les tendances :

- La hausse des immatriculations profite essentiellement aux arrondissements suivants : 2^{ème} (+65,7%), 20^{ème} (37,5%), 17^{ème} (+14,3%), 8^{ème} (+10,5%).
- 39,6% des nouvelles entreprises sont engagées dans le secteur de l'immobilier, la location et les services aux entreprises, qui reste le secteur le mieux représenté dans Paris intra-muros. Cette branche affiche une hausse de 22,6% des créations par rapport à mai 2003. Les autres secteurs en progrès, en comparaison avec mai dernier, sont les suivants : commerce, réparations automobile et d'articles domestiques (+44%) , services collectifs, sociaux et personnels (32,4%), industrie manufacturière (10,5%).
- En baisse : le secteur de la construction, qui subit une diminution de 30,8%.

➤ Répartition des immatriculations d'entreprises par arrondissements (1)



➤ Répartition des immatriculations d'entreprises par type d'activité (2)

Répartition des immatriculations par type d'activité

A	Agriculture, chasse, sylviculture	7
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0
C	Industries extractives	0
D	Industrie manufacturière	116
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	5
F	Construction	212
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	506
H	Hôtels et restaurants	152
I	Transports et communications	40
J	Activités financières	45
K	Immobilier, location et services aux entreprises	969
L	Administration publique	0
M	Education	14
N	Santé et action sociale	9
O	Services collectifs, sociaux et personnels	90
P	Activités des ménages	0
Q	Activités extra-territoriales	0
	Sans activité déclarée	276

Total

2 441

➤ Répartition des créations par arrondissements et par type d'activité exercée (1)

Répartition création d'entreprises par arrondissement et par activité

		1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	Industries extractives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D	Industrie manufacturière	4	20	5	0	1	2	0	6	5	12
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
F	Construction	4	6	3	1	5	1	2	9	10	49
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	11	25	12	7	11	10	8	39	21	49
H	Hôtels et restaurants	6	5	3	2	8	4	2	7	13	10
I	Transports et communications	0	0	0	0	2	2	0	5	2	3
J	Activités financières	0	5	1	0	0	1	0	13	1	1
K	Immobilier, location et services aux entreprises	27	41	17	19	17	30	38	147	47	45
L	Administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	Education	0	1	0	0	1	0	0	4	1	0
N	Santé et action sociale	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0
O	Services collectifs, sociaux et personnels	3	3	1	1	0	2	0	9	7	5
P	Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sans activité déclarée	15	5	5	3	4	8	6	34	19	9
Total		73	111	47	33	49	61	57	274	126	184

		11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	2	0	1	1	0	2	0	0	1	0
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	Industries extractives	0	0	0	0	0	0	0	5	5	13
D	Industrie manufacturière	9	7	2	0	4	3	6	0	0	0
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
F	Construction	12	12	7	7	2	3	11	11	17	38
G	Commerce : réparations automobile et d'articles domestiques	43	20	9	16	35	19	28	31	37	37
H	Hôtels et restaurants	12	8	3	9	12	4	13	15	6	10
I	Transports et communications	4	1	0	1	2	2	4	1	1	4
J	Activités financières	1	2	3	0	4	5	2	0	0	2
K	Immobilier, location et services aux entreprises	42	37	36	27	61	97	96	38	34	44
L	Administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	Education	1	1	2	0	0	0	1	0	0	1
N	Santé et action sociale	1	1	1	0	0	2	1	0	0	1
O	Services collectifs, sociaux et personnels	8	7	2	5	5	7	5	8	3	6
P	Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sans activité déclarée	11	17	8	14	12	26	24	19	9	28
Total		146	113	74	80	137	170	192	128	113	184

(1) 89 entreprises ont ouvert un établissement principal à Paris, avec un siège social immatriculé dans une autre juridiction.

(2) Activité en attente d'attribution ou non déclarée.